



**MINISTÈRE  
DE L'EUROPE  
ET DES AFFAIRES  
ÉTRANGÈRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

SOUS-DIRECTION DE L'ATTRACTIVITÉ ET DES RECRUTEMENTS

Bureau des concours et examens professionnels

**Concours interne et troisième concours pour l'accès à l'emploi de  
secrétaire des affaires étrangères (cadre d'Orient)  
au titre de l'année 2026**

**Épreuve écrite d'admissibilité n°1**

Lundi 24 novembre 2025

**Culture internationale et civilisation**

**Section Europe orientale et Asie centrale**

Durée totale de l'épreuve : 4 heures - Coefficient : 4

Résolution d'un cas pratique sur un sujet portant sur les grands enjeux internationaux en lien avec  
la section choisie à l'inscription

Ce dossier comporte 35 pages (page de garde, sujet et sommaire non compris)

## Sommaire

Document 1 : Fiche Pays - Repères économiques Kazakhstan – Source : Direction de la diplomatie économique .....	1
Document 2 : Le commerce bilatéral entre la France et Kazakhstan – Source : Note de la direction générale du Trésor .....	3
Document 3 : «Global Gateway»: L'UE et les pays d'Asie centrale s'accordent sur les éléments constitutifs du développement du corridor de transport transcasprien – Source : Communiqué de la DG INTPA 30 janvier 2024 .....	6
Document 4 : Déclaration conjointe du Président de la République française et du Président de la République du Kazakhstan sur le renforcement du partenariat stratégique entre la France et le Kazakhstan 5 novembre 2024 – Source : Site de l'Élysée.....	9
Document 5 : Communiqué de presse conjoint à l'issue du premier sommet UE-Asie centrale – Source : Conseil de l'UE 4 avril 2025 .....	13
Document 6 : Interview avec Louise Poudret-Hardy, chargée de mission prospection en Eurasie – Source : Expertise France, mai 2025 .....	15
Document 7 : "Routes d'échanges Chine-Europe : émergence du corridor transcasprien et enjeux pour l'Union européenne" – Source : Revue internationale et stratégique 2022/4 N° 128 .....	17
Document 8 : "Alstom et KTZ pour stimuler la croissance du fret conteneurisé" – Source : <i>Railmarket Actualités</i> 6 novembre 2024 .....	29
Document 9 : "Le Corridor du Milieu : un passage stratégique entre l'Asie et l'Europe" – Source : <i>Challenges</i> 26 février 2025.....	31
Document 10 : "Pour accélérer le commerce entre l'Asie et l'Europe, le Kazakhstan doit désensabler la mer Caspienne" - Source : <i>Le marin</i> 12 mai 2025 .....	32
Document 11 : "AIF 2025 : la France confirme son partenariat stratégique avec le Kazakhstan" – Source : <i>Le Journal de l'économie</i> 9 juin 2025 .....	34

## Sujet

Vous êtes rédacteur à la sous-direction du Caucase et de l'Asie centrale du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Dans le cadre de la préparation d'un déplacement du ministre au Kazakhstan vous devez rédiger une note de contexte présentant de façon synthétique le corridor ferroviaire transcasprien (également appelé corridor médian ou du milieu) ainsi que son importance pour la France. Il vous est également demandé d'annexer à la note de brefs éléments de langage pour le Ministre pour qu'il puisse présenter la position de la France à son homologue kazakhstanais.

Votre note pourra s'appuyer sur les éléments contenus dans le dossier ci-joint.



## Fiche Pays - Repères économiques

Indicateurs macro-économiques - Relations économiques bilatérales

Soutien aux entreprises françaises

# Kazakhstan



### Informations sur le pays

#### Informations générales - dernières données disponibles

Capitale	Astana
Superficie	2 717 300 km <sup>2</sup>
Population (2022)	19,6 millions d'hab.

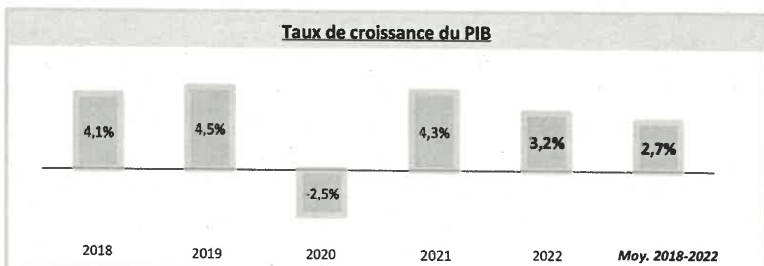
Chef du gouvernement*	Kassym-Jomart Tokaïev (20/03/2019)
Niveau de revenu (Banque Mondiale, 2020)	Revenu moyen supérieur
IDH (PNUD, 2021)	Rang : 55 (IDH : 0,811)

\* ou Président / chef de l'Etat ; Sources : Banque Mondiale, PNUD

#### Indicateurs macro-économiques

	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2021/22	Evolution/an 2018/22 <sup>1</sup>
PIB (Mds US\$ courants)	179,3	181,7	171,1	197,1	220,6	12%	+5,3%
PIB par habitant (US\$ courants)	9 812,6	9 812,6	9 121,6	10 373,8	11 243,7	+8%	+3%
Taux de chômage (% de la population)	4,9%	4,8%	4,9%	5,2%	5,0%	-3,0%	+0,8%
Solde commercial (Mns US\$)	21 023	14 569	6 897	18 824	nd	nd	nd
Balance des paiements courants (% du PIB)	-3,31%	-0,98%	-3,87%	-6,41%	-1,30%	nd	nd
Classement "Transparency International"	122	124	113	94	103	-9	+19
Composition du PIB (2022, valeur ajoutée en % du PIB)	Agriculture	Industrie	Services				
	5,0%	35,3%	59,7%				

Source : Banque mondiale ; 1) Croissance par an sur la période 2018-2022 (Taux de croissance annuel moyen)



Source : Banque mondiale, calculs basés sur les devises locales constantes. Les données agrégées sont basées sur les dollars américains constants de 2010.

#### Principaux partenaires commerciaux

Fournisseurs		Clients	
1 <sup>er</sup>	Russie	1 <sup>er</sup>	Chine
2 <sup>ème</sup>	Chine	2 <sup>ème</sup>	Italie
3 <sup>ème</sup>	Corée du Sud	3 <sup>ème</sup>	Russie
4 <sup>ème</sup>	Allemagne	4 <sup>ème</sup>	Pays-Bas
	France 8 <sup>ème</sup>		France 5 <sup>ème</sup>

Source : FMI, 2022

### Relation économique bilatérale

#### Echanges commerciaux

	2019	2020	2021	2022	2023	Evolution 2022/23	Evolution/an 2019/2023 <sup>1</sup>
Exportations françaises (M€) (Douanes françaises)	423,5	594,4	471,1	868,1	1 111,7	+28%	+27%
Importations vers la France (M€) (Douanes françaises)	3 196,6	1 584,5	2 053,7	4 373,5	3 650,0	-17%	+3%
Total des échanges (M€) (Douanes françaises)	3 620,1	2 178,9	2 524,8	5 241,6	4 761,8	-9%	+7%
Solde des échanges (M€) (Douanes françaises)	-2 773,0	-990,0	-1 582,6	-3 505,4	-2 538,3	+28%	nd
Nombre d'opérateurs à l'exportation* (Douanes françaises)	nd	nd	961	827	nd		

Hors matériel militaire

\* Seuls les territoires vers lesquels au moins 50 exportateurs sont comptabilisés au titre de l'année 2021 figurent dans ce tableau

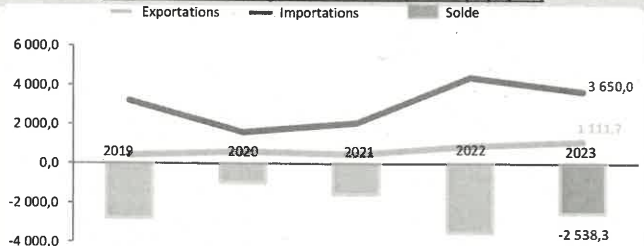
1) Croissance par an sur la période 2019-2023 (Taux de croissance annuel moyen)

#### Position du pays dans le commerce extérieur de la France (2023)

Le Kazakhstan est le 43<sup>ème</sup> partenaire commercial de la France.  
Le Kazakhstan est le 55<sup>ème</sup> client de la France, son 34<sup>ème</sup> fournisseur et son 16<sup>ème</sup> déficit. Il représente 0,187% des exportations de la France dans le monde.

Au sein de la région Europe continentale / CEI, le pays est le 3<sup>ème</sup> client de la France, son 1<sup>er</sup> fournisseur et son 1<sup>er</sup> déficit. Il représente 14,76% des exportations dans la région.

#### Evolution des échanges entre la France et le pays (M€)



Source : Douanes françaises

#### Structure des échanges (hors matériel militaire)

##### Premiers postes d'exportations vers le pays (2023, M€, % du total)

Poste 1	Matériels de transport	388 (34,9%)
Poste 2	Produits chimiques, parfums et cosmétiques	151 (13,6%)
Poste 3	Machines industrielles et agricoles, machines diverses	137,0 (12,3%)
Poste 4	Équipements électriques et ménagers	117,0 (10,5%)

##### Premiers postes d'importations à partir du pays (2023, M€, % du total)

Poste 1	Hydrocarbures naturels et autres produits des industries extractives	3 318 (90,9%)
Poste 2	Produits métallurgiques et produits métalliques	264,3 (7,2%)
Poste 3	Produits chimiques, parfums et cosmétiques	53,9 (1,5%)
Poste 4	Produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture	5,9 (0,2%)

## Investissements français et présence économique

- Le stock d'investissements français dans le pays s'élève à 8 064 M€ en 2022 (-11% par rapport à 2018) et les flux s'élèvent à -630 M€ (données Banque de France, 2022).
- Les principaux investisseurs étrangers dans le pays sont : les Pays-Bas (59 675 Mns US\$), les États-Unis (43 739 Mns US\$), la France (12 931 Mns US\$), la Chine (5 937 Mns US\$) et le Japon (5 660 Mns US\$) (données FMI, 2022).
- 12 VIE étaient employés dans 5 entreprises différentes en février 2024 (pas d'évolution par rapport à janvier 2024).

## Investissements du pays en France

Montant des investissements en France non disponible ou non significatif (données banque de France, 2022).

## Soutien aux entreprises

### Outils financiers disponibles\*

Assurance-crédit	ouvert	Financement FASEP	ouvert
Intervention AFD	éligible	Prêt du Trésor - Concessionnel	non éligible
		Prêt du Trésor direct (non-concessionnel)	ouvert

### Dispositif d'appui aux entreprises

\*La politique de financement export est définie par la DG Trésor au début de chaque année civile

#### Présence locale

● = présence du dispositif / ○ = suivi d'un pays tiers / R = référencement d'un opérateur tiers / ▲ = Concession Service Public de Business France / X = pas de dispositif

Ambassade (Appui transversal)	●	admin-francais.astana-amba@diplomatie.gouv.fr - + 7 (7172) 795 100
Service économique (accès au marché, ...)	●	<a href="https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/KZ">https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/KZ</a>
Business France (Appui à l'internationalisation)	R	<a href="https://www.businessfrance.fr/contact#">https://www.businessfrance.fr/contact#</a>
Attaché douanier (Questions douanières)	X	-
CCI bilatérale (Appui à l'implantation)	●	<a href="https://www.cci-france-international.org/notre-reseau/les-cci-fi.html">https://www.cci-france-international.org/notre-reseau/les-cci-fi.html</a>
CCEF (Parrainage/mentoring)	●	<a href="https://www.cncef.org">https://www.cncef.org</a>
Communauté French Tech	X	-
Atout France (Appui sectoriel tourisme)	○	<a href="http://www.atout-france.fr/notre-reseau">http://www.atout-france.fr/notre-reseau</a>
AFD (Financement / Développement)	X	-

#### En France

MEAE / Direction géographique	Tel : +33 1 43 17 53 53 - Email : secretariat.dgp-euc@diplomatie.gouv.fr
MEAE / Direction de la diplomatie économique	Tel : +33 1 43 17 53 53 - Email : sec.dgm-de@diplomatie.gouv.fr
MEFSIN / Direction générale du Trésor	Tel : +33 1 44 87 17 17 - Email : Tresor-communication@dgtresor.gouv.fr
Team France export (plateforme des solutions)	Site : <a href="https://www.teamfrance-export.fr/">https://www.teamfrance-export.fr/</a>
Business France	Tel : +33 1 40 73 30 00 - Site : <a href="https://www.businessfrance.fr/">https://www.businessfrance.fr/</a>
CCI International	Tél : +33 1 40 69 37 60 - Email : infos@ccifrance-international.org
Bpifrance AE	Siège : 0 810 817 817 - Site : <a href="https://www.bpifrance.fr/nos-solutions/international/international-expertise">https://www.bpifrance.fr/nos-solutions/international/international-expertise</a>
BPI France	50 implantations sur le territoire : <a href="https://www.bpifrance.fr/contactez-nous">https://www.bpifrance.fr/contactez-nous</a>
AFD	Siège - Tel : +33 (0)1 53 44 31 31 - Email : site@afd.fr
Direction des douanes	Infos Douane Service : 0 800 94 40 40. Depuis l'étranger : +33 1 72 40 78 50
Ambassade du pays en France	Tel : 01.45.61.52.00, Email : office@amb-kazakhstan.fr

## Document 2 : Le commerce bilatéral entre la France et Kazakhstan – Source : Note de la direction générale du Trésor

### Le commerce bilatéral entre la France et Kazakhstan

#### Bilan du commerce bilatéral en 2024 : réduction significative de notre déficit commercial, liée au dynamisme de nos exportations

*Après une hausse spectaculaire des volumes échangés en 2022, dans le sillage l'agression russe contre l'Ukraine, l'année 2024 apparaît comme celle de la consolidation de valeurs qui restent très élevées au regard des tendances de longue période. La hausse enregistrée en 2024 (+2,3 %) s'explique avant tout par le fort dynamisme de nos exportations (+12,2 % pour atteindre 1,25 Md EUR), tandis que nos importations diminuent en valeur (-1,45 % pour atteindre 3,6 Md EUR), un phénomène lié à la baisse des prix du pétrole brut. Les échanges restent dominés par les hydrocarbures naturels (88,2 % de nos importations), tandis que nos exportations sont nettement plus diversifiées.*

#### 1/ Les échanges commerciaux entre la France et le Kazakhstan se maintiennent à un haut niveau en 2024

**La valeur des échanges commerciaux entre la France et le Kazakhstan reste globalement stable en 2024.** Après le début du conflit en Ukraine, les volumes échangés avaient plus que doublé : +107,6 % en 2022 par rapport à l'année précédente. L'année 2023 avait enregistré une baisse sensible des échanges (- 9,3 %, soit 4,8 Md EUR), sans pour autant qu'ils ne retrouvent leur niveau d'avant-guerre. Le volume des échanges bilatéraux progresse de nouveau en 2024, pour atteindre 4,9 Md EUR en 2024 (+2,3 %). Les échanges franco-kazakhstanais dépassent de 35,5% leur niveau d'avant crise sanitaire (3,6 Md EUR en 2019), et représentent même près du double du niveau qui était le leur juste avant le début de la guerre (2,5 Md EUR en 2021)

**Notre déficit commercial, structurel vis-à-vis du Kazakhstan, se réduit significativement en 2024 à la faveur d'un « effet de ciseau » favorable.** Tandis que nos importations depuis le Kazakhstan se réduisent légèrement en valeur (-1,45% en 2024, soit 3,59 Md EUR au total), nos exportations progressent significativement (elle passent de 1,11 Md EUR à 1,25 Md EUR, soit +12,2 %). Le déficit commercial s'en trouve réduit d'autant (-2,34 Md EUR en 2024, soit une baisse en valeur absolue de -7,5 %)

**La hausse des exportations françaises se traduit par une augmentation tout aussi significative de notre part de marché.** En 2024, les exportations françaises vers le Kazakhstan ont représenté 3,1 % de l'ensemble des importations kazakhstanaises, soit bien davantage que leur niveau de 2023 (2,1 %) et de 2022 (1,8 %). La France devient ainsi le **sixième fournisseur du Kazakhstan**. Elle se situe derrière la Russie (30,5 %), la Chine (25,3 %), l'Allemagne (4,7 %), les Etats-Unis (3,8 %) et la Corée du Sud (3,2 %). La Russie retrouve son rang de premier fournisseur du Kazakhstan, après l'avoir brièvement perdu en 2023 au profit de la Chine.

**La France absorbe 4,5 % du total des exportations kazakhstanaises (+0,8 point) et se classe sixième client du Kazakhstan** – loin derrière l'Italie, qui conserve la tête se ce classement, avec près d'un quart des exportations kazakhstanaises (22,9 % du total, soit +4 points). Suivent la Chine (18,3 %) et la Russie (11,7%, en baisse de -0,7 point), puis les Pays-Bas (6,5 %, en hausse de +1,3 point, bien que ce montant cache vraisemblablement des destinations finales variées).

**La Kazakhstan absorbe l'essentiel de nos échanges avec l'Asie centrale.** La valeur des échanges commerciaux entre la France et les cinq pays d'Asie centrale a légèrement diminué entre 2023 et 2024, passant de 5,8 Md EUR à 5,7 Md EUR (-3 %). **Les échanges entre la France et le Kazakhstan en 2024 représentent 85,5% des volumes échangés au global avec l'Asie centrale (+4 points par rapport à 2023).** Le Kazakhstan renforce donc sa place de premier partenaire commercial de la France en Asie centrale. Suivent l'Ouzbékistan (9,2%), le Tadjikistan (2,1%), le Kirghizistan (1,8%) et le Turkménistan (1,5%).

## **2/ Les exportations françaises vers le Kazakhstan sont principalement tirées par l'industrie du transport**

Les exportations françaises sont composées majoritairement de produits de l'industrie manufacturière, **qui représentent l'écrasante majorité des exportations françaises vers le Kazakhstan.** Les « produits de la fabrication d'autres matériels de transports » représentent 41 % du total (511 M EUR en 2024, en hausse de 43,6% par rapport à 2023). **Cette catégorie comprend les produits de la construction aéronautique et spatiale, qui enregistrent une progression particulièrement marquée (+49,5 %, passant de de 305 M EUR à 457 M EUR), et le matériel ferroviaire roulant (54 M EUR en 2024, en augmentation de 8% par rapport à 2022).** Les « produits de la fabrication de machines et équipements divers » constituent le second poste d'exportation de la France vers le Kazakhstan (116 M EUR, soit 9,3 %). Les autres postes d'exportations sont le « matériel électrique » (7,7% ; 96 M EUR), les « produits pharmaceutiques » (6,8 % ; 89 M EUR), les parfums et cosmétiques (80 M EUR soit 6,4 % du total, en hausse marquée de 44 % par rapport à 2023).

**L'essentiel de la progression des exportations françaises en valeur (+136 M EUR, soit +12,2 %) s'explique par le niveau record des livraisons d'avions au Kazakhstan.** Entre janvier et août 2024 (dernières données disponibles), le Kazakhstan a pris possession de 13 appareils, alors que les livraisons ne dépassent pas cinq appareils en général. Sur ces 13 appareils, 6 proviennent de France.

Les exportations de produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche ont connu une augmentation considérable (17,2 M EUR en 2024, +118 %), bien que restant faible en proportion de l'ensemble des exportations (1,4% du total). Les produits de l'industrie agroalimentaire affichent, eux, une quasi-stabilité (41 M EUR en 2024, soit +1,3% par rapport à 2023).

## **3/ Les importations en provenance du Kazakhstan affichent un léger recul**

**Les importations de la France depuis le Kazakhstan (3,6 Md EUR) sont toujours principalement constituées d'hydrocarbures naturels (3,2 Md EUR, soit 88,2% du total),** malgré les efforts réalisés en matière de diversification de nos échanges. Suivent les métaux non ferreux (319 M EUR ; 8,9%) et les produits chimiques de base (53 M EUR ; 1,5%). **La valeur des importations d'hydrocarbures naturels a baissé de 4,1 % entre 2023 et 2024 (-136 M EUR).** Le Kazakhstan était le 3e fournisseur de pétrole brut de la France en 2023 en assurant 12% des importations de cette matière première, d'après Eurostat.

Les importations de métaux non ferreux, dont fait partie l'uranium, ont augmenté de 18,6% en 2024 (passant de 248 M EUR en 2023 à 319 M EUR en 2024). Cette hausse significative pourrait être due à l'augmentation du prix de l'uranium en 2024 par rapport à 2023 (86,3 USD par livre, contre 60,5 USD en 2023, soit une augmentation de 42,6 %). Pour mémoire, le Kazakhstan était en 2022 le premier fournisseur d'uranium de la France, d'après les données d'Euratom.

Les importations de produits de la culture et de l'élevage ont connu une hausse significative, mais se situent toujours à un niveau très faible (1,6 M EUR en 2024, +183 %), tandis que les importations de produits de l'industrie agroalimentaire ont chuté (756k EUR en 2024, -47,5 %). Sur ce dernier poste,

il s'agit essentiellement de préparations et conserves à base de poisson. La part des produits de l'agriculture et de l'agroalimentaire confondus restent très faible sur le total des exportations (0,5 %)

*L'année 2024 enregistre une stabilisation des échanges entre la France et le Kazakhstan, qui se maintiennent à un haut niveau. Si la France présente un déficit commercial structurel vis-à-vis du Kazakhstan en raison du poids des hydrocarbures naturels, il ne doit pas masquer la bonne dynamique de nos exportations, largement tirées par le secteur aéronautique, en dépit des difficultés logistiques qui perdurent.*

Publié le 25 février 2025

## Document 3 : «Global Gateway»: L'UE et les pays d'Asie centrale s'accordent sur les éléments constitutifs du développement du corridor de transport transcasprien. Communiqué de la DG INTPA 30 janvier 2024



Commission  
européenne

Date de publication

30 janvier 2024

Auteur

Direction générale des partenariats internationaux



Au cours des deux jours du forum des investisseurs pour la connectivité des transports entre l'UE et l'Asie centrale, l'Union européenne, les pays d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan) et d'autres partenaires réunis du monde entier ont pris des mesures importantes pour entamer le développement du corridor de transport **transcasprien rapide** reliant l'Europe et l'Asie centrale dans un délai de 15 jours.

Lors du discours d'ouverture d'hier, le vice-président exécutif de la Commission européenne, Valdis Dombrovskis, a annoncé un engagement global d'investir 10 milliards d'euros dans la connectivité durable des transports en Asie centrale, à l'instar des contributions compilées des partenaires internationaux présents au Forum des investisseurs. Au cours des discussions qui ont suivi entre les intervenants publics et privés, une série de protocoles d'entente et d'ententes ont été signés qui donneront le coup d'envoi au développement du corridor.

**Jutta Urpilainen, commissaire européenne chargée des partenariats internationaux, a déclaré à ce sujet:** *«Je suis heureux de constater que le forum que j'ai lancé a beaucoup accompli au cours des deux derniers jours. Les investisseurs publics et privés de nos deux régions travailleront ensemble pour faire de ce corridor crucial un succès. De multiples protocoles d'accord ont été signés par la Banque européenne d'investissement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, les États membres de l'UE et le secteur privé ont pris des engagements concrets. Ensemble, ces engagements s'élèvent à un montant impressionnant de 10 milliards d'euros consacrés à la connectivité durable des transports en Asie centrale, grâce aux subventions et aux garanties d'investissement de la Commission européenne. C'est le type d'investissement dont nous avons besoin pour passer de la vision à l'action.»*


D'autres accords ont été conclus:

- Un programme régional de transport financé par l'UE, qui sera adopté en 2025. Avec ce nouveau programme, l'UE offrira une assistance technique pour faire avancer les projets existants et futurs liés aux transports. Cela contribue à l'enveloppe globale de 1,5 milliard d'euros déconcentrée par la Commission européenne et la Banque européenne d'investissement pour faire progresser le programme en matière d'infrastructures de transport en Asie centrale.
- la mise en place d'une plateforme de coordination afin de suivre les progrès accomplis, de renforcer la coopération et de veiller à ce que le développement du corridor de transport transcaspien reste sur la bonne voie.
- Un programme **régional axé sur la prospérité** qui commencera à être mis en œuvre en 2024 et sera mis en œuvre par le Centre du commerce international et l'OCDE, et axé sur la mise en œuvre pratique et l'utilisation des réseaux de transport transcaspiens.
- Un **instrument destiné aux conseillers de jumelage** résidents de haut niveau est lancé, dans le cadre duquel des conseillers seront intégrés dans les ministères des transports des cinq pays d'Asie centrale à partir de 2024. La coordination et l'organisation de réunions consacrées à la connectivité douce débiteront dans les mois à venir.

Ces accords viennent s'ajouter aux protocoles d'accord qui ont été signés au cours de la première journée du forum.

### Contexte

Le Forum des investisseurs réunit des représentants de haut niveau de la Commission européenne, des États membres de l'UE, de l'Asie centrale ainsi que des pays du Caucase et de la Turquie. Parmi les autres participants figurent des pays du G7, d'autres pays partageant les mêmes idées, des institutions financières et le secteur privé.

Le forum des investisseurs s'appuie sur les conclusions de l'étude de juin 2023 sur les connexions de transport durables entre l'Europe et l'Asie centrale, dirigée par la Commission européenne et menée par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). L'étude a recensé 33 besoins en infrastructures matérielles et 7 actions clés en matière de connectivité douce dont la mise en œuvre améliorerait considérablement l'efficacité opérationnelle et l'attractivité économique des réseaux de transport transcaspiens. Celles-ci ont été présentées lors du 2e Forum économique UE-Asie centrale , qui a eu lieu en mai 2023 à Almaty, au Kazakhstan.

Depuis la publication de l'étude, la Commission européenne s'est efforcée de rendre opérationnelles les conclusions de l'étude. L'UE et ses partenaires, au sein de l'Équipe Europe et au-delà, mobilisent ensemble 10 milliards d'euros. La Commission européenne est convaincue que les discussions qui auront lieu lors du Forum des investisseurs débloquent des fonds supplémentaires pour le développement de réseaux de transport clés en Asie centrale.

Le partenariat de longue date de l'UE avec les cinq pays d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan) a encore été renforcé, en s'appuyant sur les relations établies en 1991 et renforcées en 2019. Le Forum des investisseurs approfondit cette collaboration alors que l'UE s'emploie résolument à favoriser l'établissement de liaisons de transport directes avec l'Asie centrale à travers les régions de la mer Noire et du Caucase, en partenariat complet avec les pays d'Asie centrale, la Turquie, ainsi que ceux du partenariat oriental, qui participent activement au Forum des investisseurs.

La stratégie «Global Gateway» est l'offre positive de l'UE visant à réduire les disparités d'investissement au niveau mondial et à stimuler des connexions intelligentes, propres et sûres dans les secteurs du numérique, de l'énergie et des transports, ainsi qu'à renforcer les systèmes de santé, d'éducation et de recherche. Dans le cadre d'une approche «Équipe Europe» qui rassemble l'Union européenne, les États membres de l'UE et les institutions européennes de financement du développement, nous visons ensemble à mobiliser jusqu'à 300 milliards d'euros d'investissements publics et privés entre 2021 et 2027, en créant des liens essentiels plutôt que des dépendances et en comblant le déficit d'investissement mondial.

# Déclaration conjointe du Président de la République française et du Président de la République du Kazakhstan sur le renforcement du partenariat stratégique entre la France et le Kazakhstan.

Publié le 5 novembre 2024

1. À l'invitation du Président de la République française, M. Emmanuel Macron, le Président de la République du Kazakhstan, M. Kassym-Jomart Tokaïev, a effectué une visite d'État en France les 4 et 5 novembre 2024.

2. Rappelant le Traité de partenariat stratégique entre la République française et la République du Kazakhstan du 11 juin 2008, les chefs d'États se sont félicités du dialogue confiant et régulier entre les deux pays à tous les niveaux. Notant le fort dynamisme des coopérations entre les deux pays, dans le droit fil de la visite du Président de la République française à Astana le 1er novembre 2023 et de celle du Président de la République du Kazakhstan à Paris les 29 et 30 novembre 2022, les chefs d'État ont confirmé leur aspiration commune à approfondir, étendre et diversifier les relations privilégiées existant entre les deux pays en vue de les porter au niveau d'un partenariat stratégique renforcé.

3. Les deux présidents ont réaffirmé leur volonté commune de contribuer à la paix, à la sécurité et à la stabilité aux niveaux mondial et régional. Ils ont souligné leur attachement indéfectible au droit international et aux principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies, en particulier le respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et de l'inviolabilité des frontières internationalement reconnues de tous les États, ainsi que le

règlement pacifique des différends.

Ils ont marqué leur sérieuse préoccupation concernant la situation en Ukraine, ses conséquences humanitaires et ses répercussions sur l'économie mondiale et la sécurité alimentaire des pays les plus vulnérables.

Ils ont exprimé leur plein soutien à la normalisation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et à la signature au plus vite d'un traité qui permette l'établissement d'une paix juste et durable dans la région, dans le respect de l'intégrité territoriale des deux États et sur le fondement de la Déclaration d'Alma-Ata de 1991. Les deux présidents ont souligné l'importance de la stabilité dans le Sud-Caucase pour le développement du corridor transcaspien.

Ils ont marqué leur détermination à approfondir leur concertation sur l'ensemble des questions régionales et internationales, notamment la situation en Afghanistan et au Proche-Orient, ainsi que sur les opérations de maintien de la paix dans le cadre des Nations Unies.

4. Les chefs d'État ont souligné la volonté de la France et du Kazakhstan de poursuivre une coopération étroite dans le cadre de l'accord de partenariat et de coopération renforcé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Kazakhstan, d'autre part. Ils ont marqué l'importance majeure de la coopération entre l'Union européenne et l'Asie centrale en matière de connectivité, réitérant leur soutien à la mise en œuvre de la stratégie européenne « Global Gateway », ainsi que dans le domaine des minerais critiques.

5. Les deux présidents ont exprimé leur ferme engagement à lutter contre le changement climatique. Ils se sont félicités de la collaboration entre la France et le Kazakhstan dans le cadre de la préparation du One Water Summit, qui sera organisé le 3 décembre à Riyad avec le président de la Banque mondiale et en partenariat avec le prince héritier d'Arabie Saoudite, en marge de la COP16 sur la désertification. À travers cette initiative conjointe, la France et le Kazakhstan poursuivent l'ambition commune de développer des solutions concrètes et de renforcer la mobilisation politique de haut niveau en faveur de la gestion durable et intégrée des ressources en eau. Les deux pays entendent poursuivre leur coopération en ce sens en Asie centrale, pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, la sécurité alimentaire et la sécurité énergétique.

Ils ont salué les progrès dans la mise en œuvre du projet d'envergure au Kazakhstan de parc éolien de 1 GW, complété d'une capacité de stockage, contribution à la transition du Kazakhstan vers des sources d'énergie décarbonées innovantes.

Le Président de la République française a également invité le Kazakhstan à se joindre au Pacte de Paris pour les peuples et la planète.

6. La France et le Kazakhstan sont des partenaires économiques importants l'un pour l'autre. Les chefs d'État sont convenus de l'importance de fixer des horizons nouveaux aux coopérations structurantes entre les deux pays, notamment en matière d'énergies, y compris nucléaire, de minerais critiques, d'industrie, de transports et d'aérospatiale, et de sceller de nouveaux partenariats d'avenir dans des domaines tels que l'agriculture, la santé et la ville durable.

Ils ont noté le renforcement de la coopération bilatérale en matière de numérique et d'intelligence artificielle, soulignant le potentiel fort d'élaboration conjointe de solutions innovantes dans ce domaine.

7. Le Président de la République française a marqué le soutien de la France aux objectifs du Kazakhstan en matière de souveraineté énergétique et de décarbonation de son économie, et exprimé la disponibilité de la France à contribuer pleinement à leur réalisation et à accompagner toute décision qui sera prise par le Kazakhstan en matière de développement d'une filière nucléaire civile.

8. Les présidents ont noté avec satisfaction l'ouverture du bureau de représentation de l'Agence française de développement (AFD) au Kazakhstan, ainsi que les perspectives de projets et de financements, notamment dans les secteurs de l'eau, de l'agriculture, de la santé, du numérique, de la ville durable et de la transition énergétique.

9. Les chefs d'État ont salué la participation du Kazakhstan, en tant qu'invité d'honneur, au Salon de l'élevage 2024 à Clermont-Ferrand, et noté avec satisfaction les perspectives de renforcement de la coopération dans les secteurs agricole et agroalimentaire.

10. Les présidents ont noté l'importance de la coopération dans le domaine de la santé. Ils ont marqué leur soutien à la Coalition mondiale pour les soins de santé primaires. Ils ont souligné l'importance de l'approfondissement des partenariats entre centres de formation et de recherche et établissements médicaux d'excellence des deux pays. Les accords signés dans le domaine de la protonthérapie, de l'imagerie médicale, de l'intelligence artificielle et de l'équipement hospitalier renforceront l'élan de la coopération dans ce secteur essentiel.

11. Les chefs d'État se sont félicités de la tenue de l'exposition « Kazakhstan. Trésors de la Grande Steppe » au musée Guimet, inaugurée le 4 novembre 2024. Ils ont encouragé la poursuite des projets visant à renforcer la coopération et le partage d'expertise entre institutions culturelles des deux pays, dans le cadre de la mise en œuvre des accords signés dans le domaine de la coopération muséale et patrimoniale, de l'archéologie et des archives.

Ils ont noté avec satisfaction le développement dynamique de la coopération des deux pays en matière cinématographique et appelé à sa poursuite.

12. Les présidents ont rappelé leur volonté de renforcer la coopération en matière d'éducation et de recherche

scientifique. Notant l'importance du développement de l'enseignement français au Kazakhstan, ils ont salué les progrès dans la mise en œuvre du projet d'ouverture de deux écoles françaises, à Astana et Almaty, fondé sur l'accord intergouvernemental signé à Astana le 1er novembre 2023. Ils ont marqué leur soutien à la poursuite de la coopération en matière de mobilité étudiante, de la formation et de l'enseignement professionnel.

13. Les chefs d'État ont souligné l'importance de la coopération visant à lutter contre l'immigration irrégulière, sur le fondement de l'accord intergouvernemental sur la réadmission des personnes signé dans le cadre de la visite. Ils ont exprimé leur soutien à la poursuite, entre l'Union européenne et le Kazakhstan, de la préparation de négociations en vue d'accords de facilitation de la délivrance des visas et de réadmission, comme suite au Conseil de coopération UE/Kazakhstan d'octobre 2024.

14. Les deux chefs d'État se sont félicités du succès des Jeux Olympiques et Paralympiques d'été de Paris 2024, et des cinquièmes Jeux nomades qui se sont tenus à Astana en septembre 2024. Ils sont convenus d'intensifier les liens dans les domaines du sport et du tourisme, en vue notamment des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver et d'été.

15. Le Président de la République du Kazakhstan M. Kassym-Jomart Tokaïev a remercié le Président de la République française, M. Emmanuel Macron, pour son accueil chaleureux et son hospitalité, et a invité le Président de la République française à se rendre en République du Kazakhstan.



## Communiqué de presse conjoint à l'issue du premier sommet UE-Asie centrale

Le premier sommet entre l'Union européenne et l'Asie centrale s'est tenu à Samarcande le 4 avril 2025. Il était présidé par le président de la République d'Ouzbékistan, Shavkat Mirziyoyev. L'UE était représentée par António Costa, président du Conseil européen, et par Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne. Les pays d'Asie centrale étaient représentés par le président Mirziyoyev, mais également par le président de la République du Kazakhstan, Kassym-Jomart Tokayev, le président de la République kirghize, Sadyr Japarov, le président de la République du Tadjikistan, Emomali Rahmon, et le président du Turkménistan, Serdar Berdimuhamedov.

Alors que les engagements bilatéraux de haut niveau ont connu une intensification au cours de ces dernières années et que l'agenda multilatéral et régional évolue rapidement, les dirigeants de l'UE et de l'Asie centrale sont convenus de renforcer les relations entre les deux régions en instaurant un **partenariat stratégique**.

L'Asie centrale et l'Union européenne sont des partenaires traditionnels, et la nécessité d'une coopération étroite ne fait que croître. Le développement de notre coopération protéiforme est facilité par la profonde transformation qui se déroule en Asie centrale, devenue durable et irréversible grâce à une volonté politique commune. Notre sommet débouchera sur la décision historique d'établir un partenariat stratégique entre l'Asie centrale et l'Union européenne. Je suis convaincu que notre partenariat stratégique devrait être alimenté par des décisions, des projets et des programmes concrets. Je tiens à souligner l'importance d'instaurer des mécanismes en vue de la mise en œuvre pratique de nos initiatives et de nos accords.

*Shavkat Mirziyoyev, président de la République d'Ouzbékistan*

Après des années de coopération fructueuse, il est temps de porter notre partenariat avec l'Asie centrale à un niveau supérieur, en approfondissant les échanges commerciaux, en renforçant la collaboration régionale et en développant les liens interpersonnels. Ce sommet réaffirme l'attachement que nous partageons en faveur d'un partenariat stratégique fondé sur des valeurs et des intérêts communs. L'UE reste un partenaire fiable et tourné vers l'avenir pour l'Asie centrale, investissant dans son développement durable à long terme, synonyme de bénéfices mutuels pérennes. La cohérence, la prévisibilité et l'ambition continueront de stimuler nos efforts conjoints.

*António Costa, président du Conseil européen*

Lors de ce sommet historique, l'Europe et l'Asie centrale ont décidé de faire évoluer leur coopération vers un partenariat stratégique. Dans un monde incertain, nous envoyons un message clair et puissant : nous sommes des partenaires privilégiés, et nous pouvons compter l'un sur l'autre. Pour donner le coup d'envoi de cette nouvelle ère, nous lançons un paquet d'investissement « Global Gateway » d'un montant de 12 milliards d'euros, renforçant nos liaisons de transport et approfondissant la coopération dans les domaines des matières premières critiques, de la connectivité numérique, de l'eau et de l'énergie. Ces investissements seront bénéfiques pour les deux parties. En effet, lorsque nos partenaires se développent et prospèrent, il en va de même pour l'Europe.

*Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne*

Les relations entre l'UE et l'Asie centrale ne cessent de gagner en dynamisme en vue d'assurer une **coopération bilatérale renforcée** dans plusieurs domaines clés. Les deux parties partagent également un attachement en faveur de la **paix, de la sécurité, de la démocratie** et des principes fondamentaux du **droit international**.

Au cours du sommet UE-Asie centrale, les dirigeants ont discuté des efforts conjoints visant à renforcer la coopération sectorielle, en mettant l'accent sur les progrès réalisés pour ce qui est des relations dans les domaines de l'économie, du commerce et de l'investissement, sur la base de la mise en œuvre d'**accords bilatéraux de partenariat et de coopération renforcés (APCR)** actuels et futurs.

Ils ont également apporté leur soutien aux efforts actuellement déployés en faveur d'une connectivité durable des transports et du renforcement des liens économiques au moyen d'initiatives au titre de la **stratégie « Global Gateway »**. Dans ce contexte, les dirigeants ont souligné les progrès réalisés en ce qui concerne le **corridor transcasprien** reliant l'Europe et l'Asie centrale. Afin de continuer à soutenir les efforts dans ce domaine, les dirigeants se sont félicités de la mobilisation d'un ensemble de mesures en faveur d'**investissements internationaux**, pour un montant de **10 milliards d'euros**, pour soutenir des infrastructures de transport et des réseaux logistiques durables en Asie centrale. Les dirigeants de l'UE ont réaffirmé leur soutien continu à l'adhésion de l'Ouzbékistan et du Turkménistan à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Afin de stimuler la coopération dans les domaines de l'énergie et de la transition écologique, le sommet a mis en évidence l'engagement commun de l'UE et de l'Asie centrale en faveur de chaînes de valeur durables pour les **matières premières critiques**, en approuvant la déclaration d'intention UE-Asie centrale sur les matières premières critiques.

Les dirigeants se sont également félicités de la participation croissante de la Banque européenne d'investissement (BEI) et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) dans la région dans les domaines spécifiques de l'énergie, de la gestion de l'eau, de la connectivité, des transports et des matières premières critiques.

Au cours du sommet, les dirigeants ont fait part de leur engagement en faveur de la **stabilité régionale et mondiale**, en particulier en Afghanistan et en Ukraine, ainsi qu'en faveur de la promotion et de la protection de l'état de droit, des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Les dirigeants de l'UE ont félicité le président Mirziyoyev pour l'accueil chaleureux et l'organisation réussie du sommet, qui marque un nouveau chapitre dans les relations entre l'UE et l'Asie centrale.

Autres versions linguistiques disponibles:

- [russe](#)

**Bureau de presse - Secrétariat général du Conseil de l'UE**  
Rue de la Loi 175 - B-1048 BRUXELLES - Tel.: +32 (0)2 281 6319  
[press@consilium.europa.eu](mailto:press@consilium.europa.eu) - [www.consilium.europa.eu/press](http://www.consilium.europa.eu/press)

## Document 6 : Interview avec Louise Poudret-Hardy, chargée de mission prospection en Eurasie – Source : Expertise France, mai 2025

### « Renforcer le maillage territorial du groupe AFD »

**INTERVIEW** Pour répondre à la croissance des besoins, Expertise France continue à renforcer son réseau et à décentraliser ses activités. Grâce au déploiement de nouvelles directions pays et à l'appui de coordinateurs régionaux, Expertise France renforce son action par une gestion au plus près du terrain.

Avec **LOUISE POUDRET-HARDY**, chargée de mission prospection en Eurasie, Expertise France

**En tant que coordinatrice régionale en Eurasie, quel est votre rôle ?**

**Louise Poudret-Hardy** : Depuis mon arrivée, à l'automne 2023, je travaille d'abord à renforcer la visibilité de l'action d'Expertise France dans la région, ce qui passe par de la représentation auprès des ambassades, des collègues du groupe AFD, des délégations de l'Union européenne, des ministères partenaires, etc. Ensuite, je mène un travail de prospection, en lien étroit avec les directions techniques de l'agence. Mon objectif est d'identifier des opportunités et des partenaires de financement pertinents, en général européens, pour initier de nouveaux projets. Je suis en dialogue constant avec les collègues du siège, les bureaux du réseau de l'AFD, les équipes projets d'Expertise France, et les financeurs sur le terrain. Nous avons, par exemple, remporté un jumelage européen pour renforcer les capacités d'un nouveau centre des industries culturelles et créatives en Serbie. En Turquie, à la demande de l'Union européenne, Expertise France s'est vue confier la gestion d'une deuxième tranche de 40 millions d'euros pour un programme de formation professionnelle à destination des réfugiés et communautés hôtes en Turquie. Enfin, j'accompagne l'implantation des équipes dans une région où, à l'exception de la Turquie, la présence du groupe AFD est récente. Avec les équipes projets et le pôle Implantation du siège, je facilite l'obtention de statuts juridiques, l'ouverture de comptes bancaires, la signature de baux, etc., tout ce qui permet à une équipe projet de devenir opérationnelle.

Dans ce contexte de prospection renforcée, le rôle du bureau de Bruxelles d'Expertise France est absolument clé. Le travail de décryptage des priorités de l'UE représente un gain de temps considérable. Ensemble, nous avons une lecture fine des instruments de financement européens accessibles pour anticiper et proposer des projets ciblés. La collaboration avec d'autres agences européennes est également renforcée grâce au Practitioners' Network, qu'Expertise France co-préside jusqu'en mai 2025.

**Quels sont les enjeux et priorités d'Expertise France en Eurasie, une zone où l'agence était jusqu'alors peu présente ?**

**Louise Poudret-Hardy** : La zone Eurasie que je couvre est vaste et complexe, à cheval sur deux directions régionales du groupe AFD : « Élargissement et voisinage européen » et « Asie centrale et orientale ». Cela inclut les Balkans, la Turquie, la Moldavie, le Caucase (Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan) et les cinq pays d'Asie centrale, soit seize pays au total. Jusqu'en 2023, Expertise France y avait une activité limitée, avec un volume contractuel d'environ 20 millions d'euros. En 2024, ce chiffre a plus que quadruplé, atteignant 99 millions d'euros. En dehors de l'Ukraine, une centaine de collaborateurs sont aujourd'hui actifs dans la région, principalement via des équipes projet et des experts techniques internationaux. Les thématiques couvertes sont très variées : protection sociale, innovation, économie verte, gouvernance, réformes du secteur énergétique, formation professionnelle...

La diversité de cette zone est un atout autant qu'un défi. L'augmentation des volumes d'activités et des sollicitations montre bien qu'Expertise France est désormais attendue. Mon travail, au carrefour des dynamiques du groupe AFD, des financeurs européens et des partenaires locaux, est d'y faire résonner la voix d'un opérateur public français engagé.

Les priorités s'articulent autour de deux grands axes. Le premier concerne les pays du voisinage et de l'élargissement européen (des Balkans au Caucase), avec un fort accent mis sur l'appui aux réformes et la convergence vers les normes européennes. C'est un accompagnement technique à l'adhésion, dans des contextes politiques parfois instables. Le second pilier stratégique concerne l'Asie centrale. Expertise France y soutient des réformes internes et la connectivité régionale, notamment à travers l'initiative Team Europe sur la connectivité numérique qui vise à favoriser un accès et une utilisation sûrs et inclusifs de la connectivité par satellite dans les pays d'Asie centrale, en particulier pour les femmes, les jeunes, afin de soutenir l'inclusion socio-économique par le numérique.

**Pourriez-vous nous partager des exemples de réussite depuis votre arrivée ?**

**Louise Poudret-Hardy** : En Asie centrale, nous travaillons, en partenariat avec la GIZ, sur une proposition Global Gateway pour renforcer les capacités des gouvernements pour développer un environnement douanier, commercial et de transport plus efficace et harmonisé autour du corridor de transport transcaspian. Expertise France soutiendra la modernisation de ce corridor à travers de meilleurs mécanismes de gouvernance, de gestion des actifs, de tarification et de partenariats public-privé. En Moldavie, nous avons organisé une mission conjointe de haut niveau avec nos collègues du bureau de Bruxelles, deux directeurs de département d'Expertise France ainsi que l'AFD. Nous avons rencontré plusieurs ministres et avons identifié ensemble des axes de coopération en gouvernance, protection sociale et sécurité.

*Propos recueillis en mai 2025*

# Routes d'échanges Chine-Europe : émergence du corridor transcaspien et enjeux pour l'Union européenne

Jean-Paul Larçon

Professeur émérite en stratégie internationale à HEC Paris.

Corinne Vadcar

Analyste senior commerce international.

## Résumé

La guerre russe en Ukraine a mis fin, pour les entreprises européennes et pour une durée indéterminée, à la route traditionnelle du corridor Nord, qui transite depuis la Chine via la Russie et le Bélarus avant de rejoindre le territoire des États membres de l'Union européenne (UE). Une partie des échanges de marchandises qui circulent entre la Chine et l'Europe ont commencé à emprunter une route se situant plus au Sud, le corridor transcaspien, qui traverse la mer Caspienne et le Caucase du Sud. Le développement de cette route dépend tout autant de ses avantages économiques potentiels que du jeu des acteurs régionaux et des puissances voisines. Ce corridor est d'autant plus important pour l'Europe qu'il est, au-delà du transport de marchandises par fer et par mer, la voie permettant à l'Europe de diversifier ses approvisionnements en hydrocarbures. Ainsi, l'UE peut faire valoir ses intérêts géoéconomiques dans cet espace turco-caucasien.





## Abstract

*The war in Ukraine has put an indefinite end for European companies to access the traditional Northern Corridor route, which transits from China through Russia and Belarus to the European Union (EU). Some of the goods traded between China and Europe has begun to move along a more southerly route, the Trans-Caspian corridor, which crosses the Caspian Sea and the South Caucasus. The development of this route depends as much on its potential economic benefits as on the interplay of regional actors and neighbouring powers. This corridor is all the more important for the EU as the route enables Europe to diversify its hydrocarbon supplies, in addition to the transport of goods by rail and sea. Thus, the EU can assert its geo-economic interests in this Turkish-Caucasian area.*

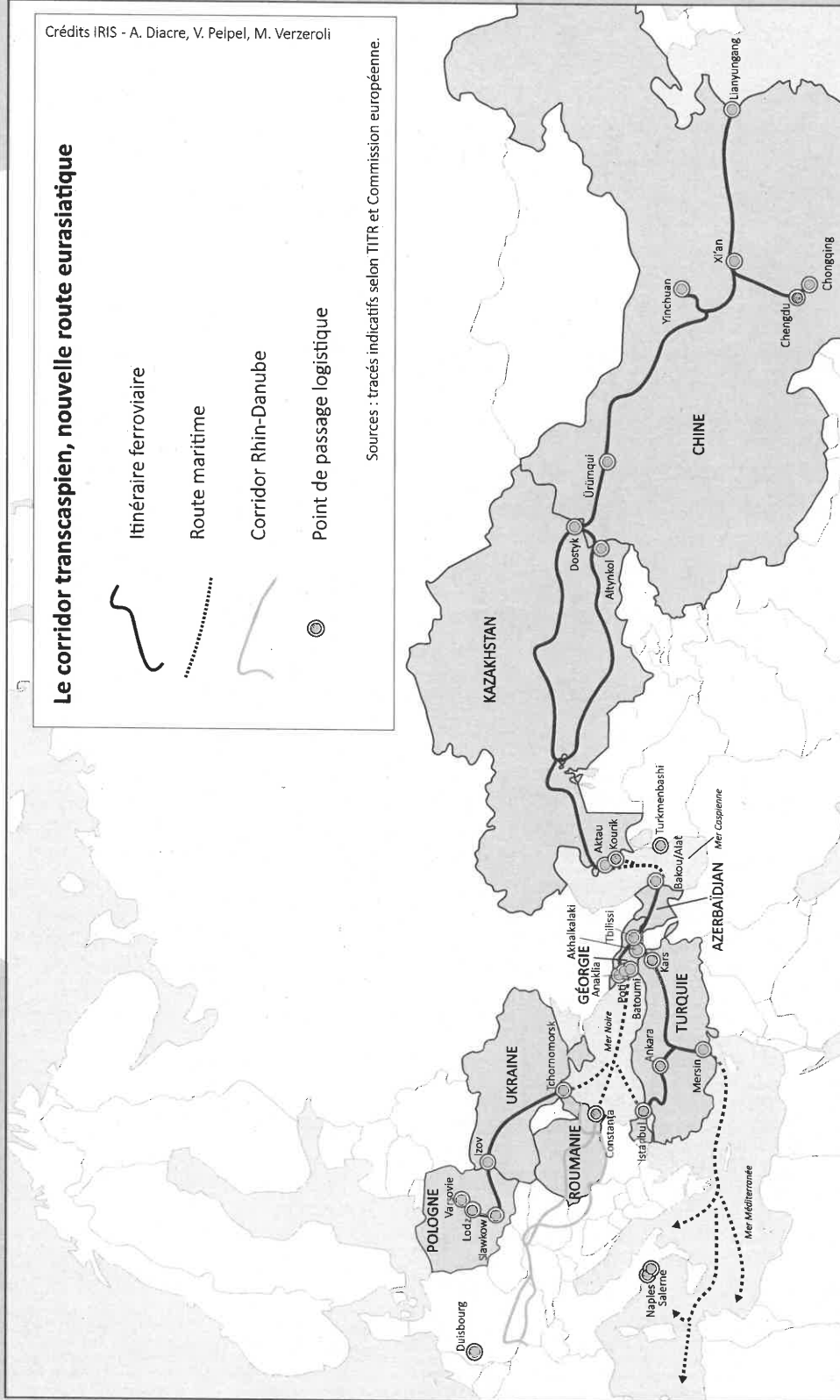
**Avec la guerre en Ukraine et le contournement du territoire russe consécutif aux sanctions économiques, la principale route d'échanges eurasiatique s'est déplacée** du corridor Nord, allant de la Chine à l'Allemagne – via le Kazakhstan, la Russie, le Bélarus et la Pologne –, au corridor central, allant de la Chine à l'Europe orientale – via le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan et la Géorgie.

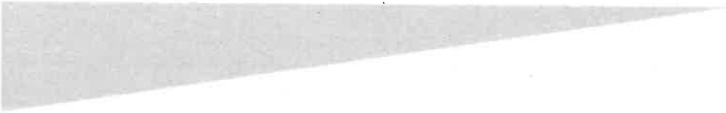
Crédits IRIS - A. Diacre, V. Peipel, M. Verzeroli

**Le corridor transcaspien, nouvelle route eurasiatique**

-  Itinéraire ferroviaire
-  Route maritime
-  Corridor Rhin-Danube
-  Point de passage logistique

Sources : tracés indicatifs selon TITR et Commission européenne.





En empruntant le corridor transcasprien, c'est-à-dire l'itinéraire multimodal offert par la mer Caspienne entre les ports d'Aktau (Kazakhstan) et de Bakou (Azerbaïdjan) et la Turquie, ce *Middle Corridor* constitue le trajet le plus court entre l'Asie et l'Europe et, sans doute, le plus ancien. Un train de marchandises parcourt ainsi 7 000 kilomètres en douze jours au lieu de 10 000 kilomètres en quinze jours par le corridor Nord *via* la Russie, dont il ne représente pourtant, en 2022, que 5 % du potentiel de capacité de transit. Pour les pays du Caucase du Sud riverains du corridor, l'invasion russe en Ukraine précipite donc un changement radical de perspective. Dans cette région, le nouveau jeu entre acteurs régionaux et puissances voisines a, en effet, tout d'un grand renversement. Dans ce contexte, l'Europe a un intérêt nouveau à développer le corridor transcasprien.

## **Le développement du corridor transcasprien, de nouvelles perspectives pour le Caucase du Sud**

### L'importance renouvelée du Caucase du Sud

Trois facteurs consécutifs à la guerre russe en Ukraine viennent donner une importance nouvelle au Caucase du Sud, à commencer par le report du transport vers le corridor transcasprien. Au sens large, ce dernier constitue un réseau de voies ferrées et de terminaux portuaires connectant, à l'Ouest, les ports de la mer Noire et de la Méditerranée à ceux de la mer Caspienne *via* les pays du Caucase et, à l'Est, les confins d'Asie centrale et la Chine *via* le Kazakhstan.

Le deuxième élément déterminant réside dans la prise de distance de la région vis-à-vis de Moscou. La guerre en Ukraine aura ainsi produit un choc libérateur pour les pays du Caucase du Sud qui, selon des rythmes et des modalités diverses, prennent leurs distances avec la Russie. La Géorgie cherche ainsi à renforcer ses liens avec l'Union européenne (UE), qui, sans en faire un État candidat, a souligné ses « perspectives européennes »<sup>1</sup>. Tout en prenant soin de ménager les intérêts de la Russie, elle est aussi fortement associée à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). L'Azerbaïdjan, proche de la Turquie et souhaitant conserver de bonnes relations avec Moscou, a manifesté son soutien à l'Ukraine pour défendre la souveraineté territoriale des États issus de l'Union soviétique, jouant ses propres cartes dans une perspective de « patience stratégique »<sup>2</sup> de long terme. Seule l'Arménie s'appuie encore sur la Russie, susceptible de la défendre dans le conflit ouvert qui l'oppose à l'Azerbaïdjan et à la Turquie.

1. L'UE a reconnu les perspectives européennes de la Géorgie lors du Conseil européen des 23-24 juin 2022.

2. Anar Vallyev et Inara Yagubova, « Azerbaijan's Strategic Patience in a Changing World », *The Central Asia-Caucasus Analyst*, 30 août 2022.

Le troisième élément réside dans le besoin de sécurité énergétique de l'Europe, contrainte de rechercher de nouvelles sources d'approvisionnement en gaz. Or l'Azerbaïdjan en est largement doté. Ainsi, la réalisation du corridor gazier sud-européen constitue un avantage significatif pour l'UE en vue de réduire sa dépendance au gaz russe, en ce qu'il permet d'acheminer le gaz azéri depuis le bassin caspien vers la Géorgie, la Bulgarie, la Grèce et l'Italie. Partiellement financé par l'UE, il a permis d'acheminer, depuis sa mise en service en 2021, 10,5 milliards de mètres cubes (m<sup>3</sup>) de gaz azéri vers l'Italie (8,5 milliards de m<sup>3</sup>), la Géorgie, la Grèce et la Bulgarie, soit environ 2 % de la demande gazière européenne. Apportant une diversification des routes de transit, notamment *via* la Turquie, il peut aussi acheminer le gaz d'Asie centrale et du Moyen-Orient.

### L'intérêt des pays du Caucase du Sud au développement du corridor

Grâce à ce corridor, la région peut reprendre sa place de route majeure du commerce eurasiatique. Cependant, les trois pays n'ont ni les mêmes moyens ni les mêmes ambitions pour se saisir de l'opportunité. L'Azerbaïdjan est bien placé en tant que plaque tournante du transport. Grâce aux revenus des hydrocarbures, il a investi dans la modernisation des infrastructures routières, portuaires et ferroviaires. La ligne ferroviaire Bakou-Tbilissi-Kars (BTK), ouverte en 2017, assure notamment la liaison directe entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie. Elle est un élément structurant du corridor transcaspéen et a pu être mise en œuvre grâce à la convergence d'intérêts entre les trois pays. Les investissements ont servi à la modernisation de voies anciennes et à la création de voies nouvelles. En 2020, un premier train de fret est parti au départ d'Istanbul – *via* le tunnel de Marmaray – pour la Chine en empruntant le corridor BTK jusqu'à Bakou.

L'Azerbaïdjan a aussi fait de sa capitale la principale plate-forme logistique régionale, reliant les routes, le réseau ferroviaire et le complexe portuaire à Alat, à 65 kilomètres de là. Un nouveau port de commerce maritime international y a été développé en 2007 avec pour objectif de créer une vaste plate-forme logistique multimodale au croisement des principaux axes du pays. Les travaux se sont accélérés à partir de 2017. Le nouveau complexe portuaire comporte un terminal de ferries reliant les ports d'Aktau (Kazakhstan) et de Turkmenbashi (Turkménistan). Il est directement connecté aux lignes ferroviaires vers le nord-ouest (Russie), le sud (Iran) et l'ouest (Caucase du Sud) avec la ligne BTK. La zone franche construite à proximité du port pour attirer les investisseurs locaux et étrangers dans les secteurs non pétroliers est devenue opérationnelle en 2022.

La Géorgie, pour sa part, souffre d'un retard en matière d'infrastructures et ne bénéficie pas de ressources pétrolières. Le pays a toutefois participé à la réalisation d'un tronçon de 245 kilomètres, entre Tbilissi et la frontière turque,

de la ligne BTK, dont il a rejoint en mars 2022 les États fondateurs, pour réaffirmer le projet commun d'en faire un mode de transport eurasiatique compétitif. À ce jour, la Géorgie n'a pas le potentiel suffisant afin de développer les liaisons directes ferroviaires pour les trains porte-conteneurs entre Bakou et ses ports de la mer Noire – Poti et Batoumi – qui ne peuvent accueillir de grands porte-conteneurs, faute d'être en eaux profondes. Pour le moment, le projet de construction d'un tel port à Anaklia n'a pas vu le jour, Tbilissi n'ayant pas intérêt à provoquer Moscou avec un port qui pourrait être utilisé par l'OTAN. APM Terminals a proposé un projet alternatif à Poti, mais le gouvernement a récemment annoncé la reprise du projet d'Anaklia. Le développement des ports et des liaisons maritimes traditionnelles entre Poti et Constanța (Roumanie), voire Odessa (Ukraine), donnerait à la Géorgie un poids majeur dans le corridor.

L'Arménie est dans une situation très différente en raison des tensions avec l'Azerbaïdjan. Elle reste assez isolée et ne participe qu'indirectement au développement du corridor central. Ankara et Bakou font pression sur Erevan pour l'ouverture d'un corridor à travers le pays et le couloir de Zangezour afin de relier directement l'Azerbaïdjan à son enclave du Nakhitchevan et à la Turquie. L'Arménie se positionne, en outre, comme une étape du corridor Nord-Sud reliant la Russie à l'Iran et à l'Inde.

---

## **Ces nouvelles routes viennent exclure la Russie et donner un rôle central aux acteurs régionaux**

---

### **Le grand renversement du jeu de puissances**

Jusqu'à la guerre en Ukraine, le commerce eurasiatique reposait essentiellement sur trois pays : la Chine, le Kazakhstan et la Russie. Ces nouvelles routes viennent exclure la Russie et donner un rôle central aux acteurs régionaux : la Turquie et le Kazakhstan. La première, membre de l'OTAN, se positionne en arbitre sur la scène internationale tout en exploitant les difficultés de la Russie en Ukraine pour pousser ses intérêts dans le Caucase du Sud et en Asie centrale. Le second veille à une forme d'équilibre des relations avec ses puissants voisins que sont la Chine et la Russie. Il n'a jamais manifesté de soutien à la Russie depuis le début de la guerre et plaide pour des relations internationales fondées sur la non-ingérence dans les affaires intérieures et le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États. Enfin, la Chine, qui en février 2022 disait comprendre les préoccupations de la Russie en matière de sécurité, a pris progressivement ses distances avec Moscou,

mettant finalement plutôt l'accent, en juin et en septembre 2022, sur le respect de la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les pays<sup>1</sup>.

## L'axe Azerbaïdjan-Turquie-Kazakhstan

Trois pays prennent le *leadership* des opérations sur le corridor transcasprien : la Turquie, l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan, dont les intérêts convergent dans deux domaines-clés que sont le transport et l'énergie. L'association Trans-Caspian International Transport Route (TITR), fondée en 2013 et qui regroupe les entreprises publiques de transport maritime et ferroviaire de la région, prévoit ainsi une multiplication par six, entre 2021 et 2022, du volume de transit entre le Caucase et l'Asie centrale<sup>2</sup>. Le volume a été multiplié par trois durant les sept premiers mois de 2022<sup>3</sup>.

*La Turquie prend la main à l'Ouest du corridor.* Depuis la création de la ligne BTK, Ankara se positionne comme un acteur majeur du corridor transcasprien grâce à son réseau ferré, ses ports et une logistique efficace pour le transport eurasiatique. La guerre russe en Ukraine renforce sa position. À partir du *hub* ferroviaire de Kars, les trains de conteneurs peuvent gagner facilement les ports turcs : Mersin (côte nord-orientale de la Méditerranée) et Ambarli (près d'Istanbul). Le développement de l'axe transcasprien constitue aussi un avantage concurrentiel pour les entreprises turques exportatrices. La part prise par la Turquie au sein du corridor lui confère, en outre, un atout diplomatique important dans ses relations avec le monde turcophone d'Asie centrale<sup>4</sup>. La Turquie entend conserver sa liberté de mouvement dans la région et passer des accords avec les pays qui pourront jouer ses cartes.

*L'Azerbaïdjan peut jouer le rôle de plaque tournante.* Le pays se situe non seulement sur le corridor transcasprien qui traverse la mer Caspienne d'Est en Ouest, mais aussi sur le corridor Nord-Sud (*International North South Trade Corridor*). Conçu en 2000 par la Russie, l'Iran et l'Inde, ce réseau de voies ferrées, routes et voies navigables traversant l'Asie centrale du Nord au Sud sur 7 200 kilomètres n'avait commencé à se développer qu'à partir de 2012. Il a pris une importance nouvelle avec la guerre en Ukraine et la volonté de l'Inde et de la Russie de développer leurs échanges commerciaux par cette voie. Il permet de relier Moscou à Mumbai en traversant la mer Caspienne du port d'Astrakhan (Russie) au port d'Anzali (Iran) ou encore Bakou au port iranien de Chabahar, dans le golfe Arabo-Persique, *via* Téhéran. Ce corridor constitue, pour

1. Conseil de sécurité des Nations unies, 27 septembre 2022.

2. James J. Carafano, « Central Asia's Middle Corridor gains traction at Russia's expense », *GIS Report, Economy*, 29 août 2022.

3. « Trans-Caspian International Transport Route Sees Triple Increase in Shipment Volume in 2022 », *The Astana Times*, 8 septembre 2022.

4. Bahri Yilmaz, « The Belt and Road Initiative and the Impacts on Turkey as a part of the Middle Corridor », *SWP Working Papers*, n° 2, Research Division Asia, SWP, mai 2022.



l'Azerbaïdjan, une opportunité supplémentaire d'accès aux marchés extérieurs. Grâce à Bakou, le pays est bien placé pour être une plaque tournante du transit de marchandises sur les axes Est-Ouest et Nord-Sud.

*Le Kazakhstan passe d'un rôle charnière à un rôle d'arbitre.* Le rôle croissant qu'est appelé à jouer le corridor central change le statut du pays dans les échanges eurasiatiques. Il peut espérer capter une part croissante des échanges avec le contournement de la Russie et l'interconnexion au corridor transcaspien<sup>1</sup>. En février 2022, le Kazakhstan a rapidement pris ses distances par rapport à Moscou en affirmant son attachement au respect de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et en refusant de transporter sur son territoire des marchandises soumises aux sanctions européennes. Les visites du président russe à Samarcande n'ont pas éloigné le Kazakhstan de sa ligne de conduite<sup>2</sup>. Comme ses voisins d'Asie centrale, le pays a pour priorité sa sécurité et la recherche d'une autonomie stratégique. S'il souhaite sortir du giron russe, il semble aussi vouloir échapper à l'influence chinoise, contrairement à ce que pourrait laisser penser la visite du président Xi Jinping en septembre 2022. Astana, à travers son projet de « Nouveau Kazakhstan », cherche à garder une distance stratégique envers les puissances. En août 2022, le président Tokaïev a fait part de sa volonté de faire du corridor transcaspien une priorité pour les exportations de pétrole et de gaz. Il a demandé à la société KazMunayGas d'étudier toutes les options possibles pour l'exploitation du gisement de Tengiz, près de la côte de la mer Caspienne. Les investissements d'infrastructures s'orientent, désormais, vers la mer Caspienne et le port d'Aktau. Pour accroître la capacité de ce dernier, le Kazakhstan a fait appel, en 2022, au plus grand opérateur portuaire mondial, PSA International, illustrant la forte ambition du pays.

## Le corridor transcaspien et le nouveau jeu d'influence des grandes puissances

Si le corridor transcaspien ne passe pas sur son sol, la Russie est néanmoins très présente en tant que puissant voisin, pays riverain de la mer Caspienne et partenaire commercial majeur de l'ensemble des pays de la région. La perte d'influence sur les régimes du Caucase est perçue comme un danger par Moscou. Les événements passés – Ossétie du Sud et Abkhazie en 2008, conflit entre Azerbaïdjan et Arménie en 1990 et 2020 – invitent à la prudence car la Russie reste très présente sur ses frontières. À terme, elle aurait intérêt à contribuer à faire de la région une zone d'échanges et de prospérité partagée.

La Chine ne peut pas prétendre être maîtresse du jeu, en particulier face à

1. Olga V. Alexeeva et Frédéric Lasserre, « Dynamique des corridors ferroviaires en Asie centrale : autour de la Chine, coopération ou rivalités entre puissances régionales ? », *La Revue internationale et stratégique*, n° 125, IRIS Éditions – Armand Colin, printemps 2022, p. 31-42.

2. Voir également l'article d'Olga V. Alexeeva et Frédéric Lasserre dans ce numéro 128 de *La Revue internationale et stratégique*.

---

## La **Chine** ne peut pas prétendre être **maîtresse** du jeu, en particulier **face à Ankara**

---

Ankara. Partenaire commercial et investisseur en Asie centrale et en Turquie, son influence est cependant moindre dans les pays du Caucase du Sud. Elle participe ainsi à la résolution des problèmes de capacité et de transit sur le corridor transcaspien<sup>1</sup>. L'UE et la Chine travaillent notamment ensemble à la construction de connexions ferroviaires améliorées entre la Turquie et

l'UE, préfigurant ce que pourrait être, à terme, une coopération entre le projet européen Global Gateway et la Belt and Road Initiative (BRI) chinoise. Devant le vide laissé par le retrait russe, il est probable que Pékin cherche à poursuivre son avantage sur le *Middle Corridor*, y compris dans le Caucase du Sud. La hausse du trafic sur ce corridor central va l'amener à renforcer sa coopération avec la Turquie. Les entreprises pétrolières chinoises, déjà présentes au Kazakhstan, devraient aussi la soutenir. D'importants débouchés turcs sont attendus par la Chine dans d'autres secteurs. De fait, les importations turques de biens intermédiaires en provenance d'Asie du Nord-Est, notamment de Chine, ont considérablement augmenté ces

dernières années.

Enfin, l'Europe et l'Asie, à travers leurs banques régionales, parient sur le développement du corridor transcaspien et investissent dans l'augmentation de ses capacités. Elles soutiennent activement le développement économique de la région en matière de transport, d'énergie et de développement durable. La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a investi plus de 10 milliards d'euros dans 652 projets dans la région depuis le début de ses activités il y a trente ans. La Banque asiatique de développement (BAD) mène le programme CAREC 2030 pour connecter l'Asie centrale en vue d'un développement partagé et durable. L'un des projets concerne le corridor transcaspien.

### Quels enjeux pour l'Union européenne ?

L'ombre portée par Moscou sur cette région se dégage et la Chine n'y a pas de présence forte. Quels sont les enjeux pour l'UE dans cet espace devenu vital au même titre que d'autres régions de son voisinage comme l'Afrique du Nord ? Ses initiatives, qu'il s'agisse du Partenariat oriental, d'accords d'association ou de la coopération en matière de transport, servaient une ambition particulière.

---

1. Alain Cariou, « Les corridors transasiatiques des nouvelles routes de la soie : un nouveau destin continental pour la Chine », *L'Espace géographique*, tome 47, 2018/1, p. 19-34.

C'est donc une autre approche qu'il faut penser. Certes, l'Union peut adapter ou redimensionner des programmes trop parcimonieux ou trop lents. Le programme TRACECA (Transport Corridor Europe-Caucase-Asie), qui visait lors de son lancement en 1993 une coopération étroite en matière de transport avec les pays du Caucase et d'Asie centrale (13 pays de la région + Iran, Moldavie, Roumanie et Ukraine), s'est révélé difficile à mettre en œuvre<sup>1</sup>. Par ailleurs, l'Europe s'appuie, depuis 2018, sur un programme de connectivité avec l'Asie et, depuis 2021, sur sa stratégie Global Gateway, qui vise à connecter les partenaires de l'Europe *via* des investissements dans des infrastructures durables et de qualité pour promouvoir une vision différente de la coopération. Mais, là aussi, le temps de déploiement concret risque d'être long. De même, il n'est pas certain que les efforts européens pour se différencier du projet chinois de « nouvelles routes de la soie » auprès de ses partenaires, notamment en matière de durabilité, soient suffisants. Enfin, l'Europe concentre son discours sur l'impact du changement climatique et ses financements sur la décarbonation et le développement soutenable, ce qui rend parfois délicat des compromis avec des pays du Caucase du Sud et d'Asie centrale fournisseurs de gaz et de pétrole.

En novembre 2019, la Banque européenne d'investissement (BEI) a ainsi adopté une politique ambitieuse de prêts dans l'énergie visant à supprimer progressivement le financement de projets énergétiques à base de combustibles fossiles, y compris le gaz naturel, d'ici la fin 2021. En septembre 2022, la présidente de la BERD, Odile Renaud-Basso, s'est rendue en Azerbaïdjan, en Géorgie et en Arménie pour réitérer le soutien indéfectible de la banque aux trois États, notamment dans leur transition écologique. Elle a notamment signé un accord sur le deuxième projet de *green city* en Azerbaïdjan et inauguré un projet conjoint avec le Fonds azerbaïdjanais de promotion des exportations et des investissements (AzPromo) visant à stimuler le secteur des télécommunications, des médias et des technologies. Cet enjeu de durabilité est donc au cœur du développement des corridors de transport ; la Commission européenne mène d'ailleurs, depuis fin 2021, une étude sur les corridors de transport durable reliant l'Europe à l'Asie centrale.

1. Tristan Kenderdine et Peter Bucsky, « Middle Corridor—Policy Development and Trade Potential of the Trans-Caspian International Transport Route », *ADB Working Paper*, n° 1268, Asian Development Bank Institute, mai 2021.

---

Il n'est pas certain que les efforts européens pour se différencier du projet chinois de « nouvelles routes de la soie » soient suffisants

---

## L'intérêt de l'UE à sécuriser la route transcaspienne

Le corridor transcaspien est, désormais, doublement stratégique pour l'Europe. D'une part, pour sécuriser son approvisionnement en hydrocarbures depuis l'Azerbaïdjan, voire le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, sur la période de transition énergétique qui est la sienne. C'est tout le sens du partenariat énergétique signé par l'UE et l'Azerbaïdjan lors de la visite à Bakou de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, en juillet 2022. L'UE et l'Azerbaïdjan avaient déjà signé, en 2006, un protocole d'accord sur un partenariat stratégique dans l'énergie. Dans le cadre des objectifs de l'Accord de Paris, les deux parties avaient aussi décidé d'approfondir leur partenariat dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Le protocole signé en 2022 vise à renforcer la coopération et à diversifier l'approvisionnement énergétique de l'UE. Il permet de doubler la capacité du corridor gazier méridional pour atteindre au moins 20 milliards de m<sup>3</sup> par an à partir de 2027, conformément au plan européen REPowerEU visant à réduire rapidement la dépendance à l'égard des combustibles fossiles russes et à accélérer la transition écologique. Les deux parties veulent, en outre, accélérer le développement et le déploiement de capacités de production et de transport d'énergies renouvelables et rendre la chaîne d'approvisionnement en gaz naturel aussi efficace et respectueuse de l'environnement et du climat que possible. La sécurisation des gazoducs et oléoducs est d'autant plus importante que l'on n'imaginait pas, jusqu'à récemment, que des puissances pouvaient s'y attaquer.

D'autre part, le corridor est stratégique pour sa contribution au développement du chemin le plus efficace et le plus court. Si l'efficacité de l'organisation du corridor transcaspien est démontrée d'ici 2023 par un accroissement significatif de capacité, une maîtrise des coûts et un raccourcissement des délais de transit dans la mer Caspienne, l'UE pourrait y trouver son compte. L'Europe peut ainsi créer des passerelles entre le Caucase et l'Europe orientale, notamment la Roumanie et son port de Constanța, sur la mer Noire, qui a vocation à devenir la porte d'entrée en Europe du corridor eurasiatique. Sa sécurisation et son développement peuvent s'inscrire dans le cadre des nouvelles initiatives de l'UE en matière de réseau transeuropéen de transport (RTE-T) prises fin 2021. Il peut, en outre, être dans l'intérêt de l'UE de développer les ports géorgiens comme points d'entrée du Caucase du Sud, partenaires naturels des ports roumains et bulgares. Ceux-ci constituent, en effet, le prolongement naturel du corridor Rhin-Danube, un des neuf corridors prioritaires de transport européen.

## Construire les complémentarités avec l'espace géoéconomique Turquie-Caucase du Sud

Au-delà de ces dimensions, c'est toute la relation à cet espace essentiel pour l'Europe qui peut être repensée en construisant des interdépendances

---

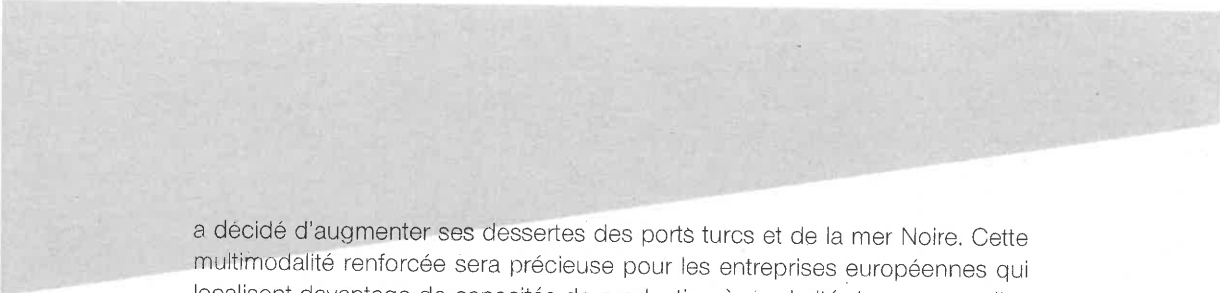
C'est toute la **relation** à cet **espace essentiel** pour l'Europe qui peut être **repensée** en construisant des **interdépendances** sur la base d'**intérêts économiques**

---

un partenaire privilégié de toutes les parties car disposant, sur l'ensemble de son territoire, d'un dense maillage d'infrastructures de transport (routes, voies ferrées, ports) permettant de travailler aussi bien avec l'UE qu'avec l'Asie centrale pour entrer en Chine. De fait, le groupe suédois Ikea a transféré en Turquie une partie de sa production de meubles. L'enseigne britannique d'*ultra-fast fashion* Boohoo a décidé, au printemps 2022, de localiser des sites de production en Turquie et au Maghreb, de même que l'italien Benetton souhaite accroître ses volumes de production au plus près de l'Europe, en Turquie notamment. Cette localisation à proximité de l'Europe (« nearshoring »), plutôt que la relocalisation dans le pays d'origine, est largement plébiscitée par les groupes européens et peut contribuer à un mouvement de régionalisation des chaînes de valeur. Ceux-ci sont aidés par les logisticiens qui, depuis le début de la guerre en Ukraine, ouvrent de nouveaux services multimodaux pour améliorer la performance logistique des pays riverains du corridor et réduire significativement les temps de transit. Le finlandais Nurminem Logistics a lancé au printemps 2022 un premier train de fret utilisant le corridor transcaspien. L'opérateur autrichien Rail Cargo Group a ouvert une liaison entre l'Allemagne et Cerkezköy (Turquie) et deux liaisons entre la Slovaquie et la Turquie. De même, la compagnie maritime CMA CGM

sur la base d'intérêts économiques. Travailler les complémentarités serait source de résilience et de stabilité pour les deux parties. D'abord, la sphère composée des pays du Caucase du Sud et de la Turquie a pris toute son importance avec la guerre en Ukraine. Le développement du corridor transcaspien avec la ligne BTK peut contribuer à donner une unité à cet espace turco-caucasien encore éclaté, alors que la Turquie entretient des liens historiques et culturels profonds avec le Caucase du Sud. Décideurs politiques comme économiques devraient donc reporter leur regard sur l'ensemble de cet espace turco-caucasien. Ensuite, les entreprises recherchent des alternatives attractives à l'Asie pour diversifier leurs approvisionnements, à travers des solutions alternatives au corridor Nord, et raccourcir ainsi leurs chaînes de valeur. Dès lors, la région émerge sous un angle nouveau compte tenu de son ouverture nouvelle sur les pays européens riverains de la mer Noire (Bulgarie, Roumanie), voire de la mer Méditerranée (Grèce).

Dans cette reconfiguration des chaînes de valeur, la Turquie apparaît évidemment comme



a décidé d'augmenter ses dessertes des ports turcs et de la mer Noire. Cette multimodalité renforcée sera précieuse pour les entreprises européennes qui localisent davantage de capacités de production à proximité de ces nouvelles routes commerciales, notamment en Turquie.

Au demeurant, l'exercice n'est pas simple pour l'Europe. Selon l'issue de la guerre en Ukraine et la politique internationale de la Russie, la région peut devenir un terrain de relative convergence d'intérêts ou une zone de conflits faciles à alimenter. Par ailleurs, les modalités de coopération avec la Turquie, qui réinvente sa puissance dans la région, demeurent encore largement à trouver. Par une approche pragmatique de ses entreprises et une adaptation de ses politiques et outils au jeu des acteurs régionaux qui font fi de celui des grandes puissances, l'Europe pourra faire la différence. ■

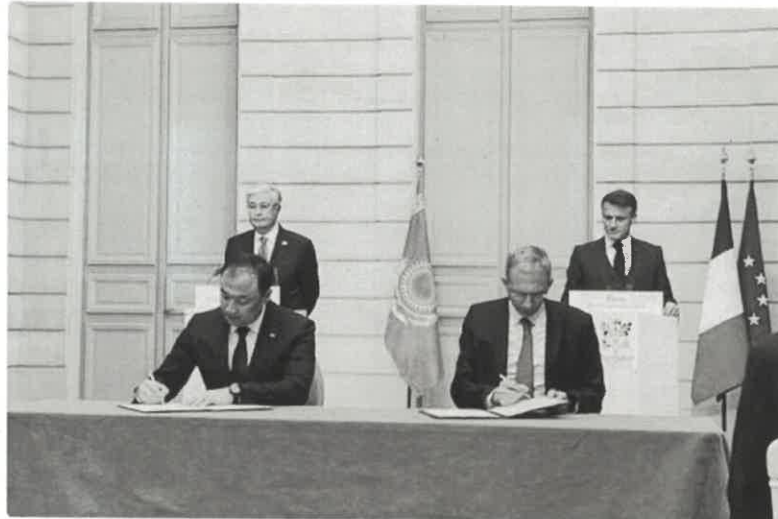
**Document 8 : "Alstom et KTZ pour stimuler la croissance du fret conteneurisé" –  
Source : Railmarket Actualités 6 novembre 2024**



---

**Alstom et KTZ pour stimuler la croissance du fret conteneurisé**

---



© Alstom

Karel Novak

Publié: 6 novembre 2024

Alstom et Kazakhstan Railways (KTZ) ont signé un accord de partenariat. Le document a été signé par Nurlan Sauranbayev, PDG de KTZ, et Henri Poupart Lafarge, PDG d'Alstom.

L'accord vise à mettre en œuvre des solutions qui soutiendront le développement et la croissance du fret par conteneurs le long du Middle Corridor.

"La coopération fructueuse entre KTZ et Alstom dure depuis environ 15 ans. La poursuite de cette collaboration ouvre de nouvelles perspectives pour la mise en œuvre de technologies modernes et le développement numérique du secteur ferroviaire kazakh", a déclaré Nurlan Sauranbayev, PDG de KTZ.

En outre, Alstom met en œuvre l'accord d'investissement établi en 2023 avec le gouvernement du Kazakhstan, qui comprend un engagement de plus de 50 millions d'euros dans de nouveaux projets industriels et d'infrastructure dans le secteur ferroviaire. Cette initiative comprend la construction de dépôts de service dans quatre régions - Astana, Almaty, Arys et Shu - afin d'assurer des services de maintenance continus pour les locomotives électriques. L'investissement devrait générer 700 emplois supplémentaires.

"Cet accord avec KTZ renforce notre collaboration et notre engagement à faire progresser le secteur ferroviaire au Kazakhstan. Avec plus de 1 200 employés dans le pays, nous sommes déterminés à localiser nos produits et services pour soutenir l'économie nationale. La position stratégique du Kazakhstan en tant que plaque tournante régionale avec d'importants corridors de transit nous permet de renforcer notre investissement et notre partenariat avec le gouvernement et les acteurs locaux, consolidant ainsi son rôle dans l'économie régionale", a déclaré Henri Poupart Lafarge, PDG d'Alstom.

Le corridor médian, également connu sous le nom de route internationale de transport transcaspienne (TITR), est l'itinéraire commercial multimodal le plus court qui utilise une combinaison de transport ferroviaire, routier et maritime pour relier la Chine à l'Europe en passant par le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan et la Géorgie.

# Challenges

## Le Corridor du Milieu : un passage stratégique entre l'Asie et l'Europe

Face à la Chine, la France et l'Union européenne cherchent à renforcer leur influence sur le Corridor du milieu, cette route commerciale qui relie la Chine à l'Europe via l'Asie centrale.

Grégoire Pinson

26 février 2025

Dans l'embrouillamini logistique créé par la guerre en Ukraine puis les attaques des Houthis en mer Rouge, le Corridor du milieu aimante les flux de marchandises entre la Chine et l'Europe. Cette voie essentiellement ferrée, qui part de Chine, passe par l'Asie centrale en évitant Russie et Ukraine et se sépare en Europe entre la Turquie et la Roumanie, a vu son trafic exploser l'an passé. Les derniers chiffres publiés en décembre font état d'une hausse de 63 % du volume de marchandises y transitant, à 4,1 millions de tonnes sur onze mois.

La France s'intéresse à cette voie : lors de la visite du président du Kazakhstan à Paris, en novembre, Alstom, déjà présent dans le pays, a signé un partenariat avec les Chemins de fer kazakhs pour fournir des locomotives électriques. Et l'ambassadeur de France à Astana a rencontré, le mois suivant, le secrétaire général du Trans-Caspian International Transport Route, lobby du Corridor.

*« Une vision plus politique qu'économique »*

*« L'Union européenne dans son ensemble a intérêt à renforcer ses positions, estime Françoise Huang, senior économiste d'Allianz Trade. Mais cela ne semble pas en haut de ses priorités. »* Or la Chine progresse avec détermination. Sur un des embranchements en Asie centrale, l'empire du Milieu a mis en place une société d'investissement avec l'Ouzbékistan et le Kirghizistan, dont il contrôle 51 %, afin de lancer cet été les travaux d'une voie ferroviaire de 486 kilomètres.

*« La Chine a sur ces sujets une vision plus politique qu'économique, relève John Manners-Bell, conseiller auprès du Forum de Davos. Et c'est une force face aux Européens, dont les investissements passent par leurs entreprises privées en ordre dispersé. »* Pékin est bien décidé à dérouler ce ruban ferroviaire pour ses nouvelles « Routes de la soie ».

## Document 10 : "Pour accélérer le commerce entre l'Asie et l'Europe, le Kazakhstan doit désensabler la mer Caspienne" - Source : *Le marin* 12 mai 2025



### **Pour accélérer le commerce entre l'Asie et l'Europe, le Kazakhstan doit désensabler la mer Caspienne**

*Le marin* avec AFP.

Publié le 12/05/2025

Confronté à l'ensablement problématique de son port Aktaou sur la mer Caspienne, le Kazakhstan va engager des travaux de dragage importants. Car le corridor transcasprien est un enjeu majeur pour le commerce futur entre l'Asie, notamment la Chine, et l'Europe qui soutient cette nouvelle voie pour éviter la traditionnelle route passant par la Russie.

Principal débouché maritime du Kazakhstan et point de relais commercial à fort potentiel pour la Chine, le port d'Aktaou va faire l'objet d'importants travaux de dragage. Ici, la cérémonie officielle, le 5 mai, lançant l'agrandissement et la modernisation de l'usine d'asphalte de la Caspienne.

Le Kazakhstan va effectuer des travaux pour creuser le fond de la Caspienne autour de son principal port, Aktaou (sur la côte est de cette mer intérieure), dont l'ensablement menace le corridor de transport transcasprien entre l'Europe et l'Asie, colossal projet contournant la Russie et soutenu par les Européens. Ces travaux de dragage devant être terminés d'ici la fin de l'année sont réalisés pour " augmenter la capacité de charges des navires du port d'Aktaou et le transport le long de la route de transport transcasprienne ", a déclaré lundi à l'AFP un porte-parole du ministère kazakh des Transports.

Le corridor transcasprien, aussi appelé corridor du milieu, est une route commerciale alternative à celle du Nord via la Russie, par laquelle transite la quasi-totalité des marchandises entre la Chine et l'Europe. La guerre en Ukraine et les sanctions occidentales contre Moscou ont poussé les Européens à développer la voie transcasprienne, qui a aussi l'avantage de réduire le temps de transport depuis la Chine vers l'Europe en traversant l'Asie centrale, la Caspienne, le Caucase et la Turquie.

Ce printemps, l'Union européenne avait annoncé investir dix milliards d'euros pour développer principalement cette route commerciale et désenclaver l'Asie centrale.

#### *Désensabler pour tripler le volume de fret*

Sous réserve d'investissements, le volume de fret annuel – pétrole, céréales, conteneurs etc. – doit tripler d'ici 2030 et atteindre 11 millions de tonnes, selon la Banque mondiale, mais l'ensablement de la Caspienne met en péril cette voie. Début mai, la direction du port d'Aktaou avait alerté sur les conséquences de l'ensablement sur le transport maritime, les cargos et pétroliers ne pouvant être chargés à leur pleine capacité.

" Si nous n'effectuons pas de travaux de dragage d'ici la fin de l'année et que le niveau de la mer continue de baisser, la navigation restera inefficace ", avait déclaré à l'agence de presse officielle kazakhe Kazinform un responsable du port, Erbolat Tlepiev.

La Caspienne est une mer fermée, aussi considérée comme le plus grand lac au monde avec ses 371 000 km<sup>2</sup>, une superficie supérieure à celle de l'Allemagne. Elle borde cinq pays : l'Azerbaïdjan,

l'Iran, le Kazakhstan, la Russie et le Turkménistan. Début janvier, des scientifiques kazakhs avaient rapporté une " accélération de la baisse du niveau de la mer Caspienne ", une tendance qui outre les conséquences économiques, menace la faune et la flore.

## Document 11 : "AIF 2025 : la France confirme son partenariat stratégique avec le Kazakhstan" – Source : *Le Journal de l'économie* 9 juin 2025



### AIF 2025 : la France confirme son partenariat stratégique avec le Kazakhstan

Axelle Ker

Publié le 9 juin 2025

*Carton plein pour la France. Le Forum international d'Astana (AIF 2025) — le second du genre initié par le président Kassym-Jomart Tokaïev — a permis de réaffirmer les liens qui unissent Paris et Astana. Un jour avant la tenue de l'AIF 2025, un forum exceptionnel France-Kazakhstan, qui a mêlé accords économiques, projets éducatifs et culturels, et dialogue institutionnel approfondi, et qui a permis de confirmer, une nouvelle fois, que leur relation bilatérale dépasse largement le cadre d'une simple coopération économique.*

#### Un forum exceptionnel France-Kazakhstan en amont de l'AIF 2025

Le 28 mai, à la veille de l'[AIF 2025](#), un forum bilatéral France-Kazakhstan s'est tenu à l'hôtel St. Regis d'Astana, organisé par le MEDEF International. Cet événement a rassemblé environ 300 participants, dont plus de 40 dirigeants d'entreprises françaises, marquant ainsi la plus importante délégation hexagonale jamais accueillie au Kazakhstan. Dix-sept accords ont été signés dans des secteurs stratégiques tels que l'énergie, la santé, le numérique, l'agriculture et la formation professionnelle, (représentant un investissement cumulé de 20 milliards d'euros depuis 2005). La délégation française était conduite par Laurent Saint-Martin, ministre délégué au Commerce extérieur, et comprenait notamment Bruno Fuchs, président de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Parmi les entreprises présentes figuraient **TotalEnergies (éolien), Alstom (ferroviaire), Air Liquide (hydrogène), Danone, Lactalis, Lidea (agroalimentaire), EDF (nucléaire) et CleverCloud (numérique)**. Le Premier ministre kazakh, Olzhas Bektenov, a déclaré en ouverture : « **La coopération avec la France est l'une des priorités absolues de la politique étrangère du Kazakhstan** ». De son côté, Laurent Saint-Martin a souligné que cette rencontre « **marque une étape décisive dans l'intensification de nos partenariats avec le Kazakhstan, dans tous les secteurs stratégiques, de l'énergie à la santé en passant par le numérique** ». Sourires et poignées de main chaleureuses se sont ensuite succédé entre les représentants des deux délégations. **Il faut dire que la France est aujourd'hui le deuxième partenaire économique européen du Kazakhstan, derrière l'Italie, et le cinquième au niveau mondial.** Le commerce bilatéral entre les deux pays a atteint **5,5 milliards de dollars en 2024, en hausse de 31 % par rapport à l'année précédente**. Au total, ce ne sont pas moins de **200 entreprises françaises qui sont présentes sur le sol kazakh, captant à elles seules environ 15 % des investissements directs étrangers européens dans le pays.**

Au-delà de l'économie, la coopération s'est élargie aux volets culturel et éducatif. Le 28 mai, **Bruno Fuchs a notamment posé la première pierre du futur collège français d'Astana, en présence de représentants de l'AEFE**. Cet établissement quadrilingue (français, anglais, kazakh, russe), dont l'ouverture est prévue courant 2026, accueillera jusqu'à 800 élèves de la maternelle au lycée, avec un internat de 400 places. Ce projet s'inscrit dans la continuité de l'**inauguration, en septembre 2024 à Paris, du Centre culturel kazakh Korkut**. Le président de la Commission des affaires étrangères a également été reçu à l'Assemblée du peuple du Kazakhstan, qui représente 130 ethnies et a célébré son trentième anniversaire le 9 mai 2025. Autant d'initiatives qui témoignent de la relation privilégiée que les deux pays s'emploient à construire dans la durée.

## Un nouveau carrefour diplomatique entre Europe et Asie

Les 29 et 30 mai 2025, l'Astana International Forum (AIF 2025) a réuni plus de 5 000 participants issus de 70 pays, confirmant l'ambition du Kazakhstan d'être une plateforme diplomatique pour un ordre international en pleine mutation. En ouverture de la première session plénière, le président kazakhe Kassym-Jomart Tokaïev a pris la parole pour exposer sa vision face aux fractures géopolitiques actuelles : **« L'ordre mondial d'après-guerre se fragmente. Le protectionnisme monte. Le multilatéralisme vacille. Dans ce désordre émergent, notre tâche est claire : préserver la coopération là où elle existe encore, et la restaurer là où elle s'est effondrée... C'est ce que nous poursuivons fermement au Kazakhstan : L'unité dans la diversité ».**

Le Kazakhstan, plus grand pays enclavé du monde, a fait de la neutralité active et du non-alignement la pierre angulaire de sa politique étrangère. **Depuis l'arrivée au pouvoir en 2019 de Tokaïev, cette diplomatie dite multivectorielle vise à faire du Kazakhstan le trait d'union naturel — se positionnant comme alternative à la Russie et en concurrence avec la Turquie — entre l'Europe, l'Asie, et le Moyen-Orient.** Alternative aux grandes puissances régionales, cette puissance moyenne, qui concentre près de 15 % des réserves mondiales en terres rares, 40 % de l'uranium, et qui regorge de pétrole et de gaz, canalise aujourd'hui près de 80 % du fret ferroviaire transitant par le Corridor du Milieu entre la Chine et l'Europe — un chiffre en hausse de 62 % entre 2023 et 2024. Une position géographique hautement stratégique, et largement renforcée depuis la guerre en Ukraine, qui lui a permis de capter plus de 60 % des investissements directs étrangers totaux en Asie centrale. S'appuyant sur celle-ci, sa doctrine, et ses ressources, le vice-ministre des Affaires étrangères, Roman Vassilenko, a ainsi tenu à assurer lors d'un point presse le 28 mai 2025 que : **« Le Kazakhstan, carrefour historique de cultures et de civilisations, est prêt à assumer ce rôle (de pivot stratégique). »**

À travers ce grand rendez-vous diplomatique, universitaire, institutionnel et économique, le Kazakhstan a pu réaffirmer son ambition tout en promouvant une nouvelle forme de gouvernance internationale. Autant d'éléments qui confirment l'importance croissante de ce pays d'Asie centrale sur l'échiquier mondial, et qui attestent que la relation entre Paris et Astana, loin de se limiter à de simples échanges économiques, s'inscrit dans le temps long au travers d'un véritable partenariat stratégique renforcé.